



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1442>

Fukushima deux ans après : entre le déni et l'oubli

- Société -



L'École Émancipée

Pour les victimes de l'accident nucléaire de Fukushima, la catastrophe est toujours en cours car, sur le site, rien n'est réglé et les conséquences sanitaires, économiques et sociales s'alourdissent chaque jour. Or, le Japon, entre déni de la réalité de la part des autorités politiques irresponsables et aspiration au retour à la normalité chez une grande partie de la population, perd la mémoire vive de l'événement comme la perception de la gravité de la situation, laissant les victimes isolées, en prise avec leurs difficultés. Alors qu'une écrasante majorité de la population est désormais pour l'arrêt définitif de toutes les centrales de l'archipel, l'offensive du lobby nucléaire reprend de plus belle. Il est donc indispensable, au Japon et dans le monde de ne pas oublier Fukushima, de se battre pour les droits des victimes, la condamnation des responsables et l'arrêt du nucléaire. L'école Emancipée reprend dans ses pages l'article de Yûki Takahata, paru sur le site du réseau « Sortir du nucléaire ».

En dépit de l'annonce officielle d'un « arrêt à froid » en décembre 2011, la situation est loin d'être maîtrisée : la centrale dégage toujours des rejets radioactifs et la piscine de stockage du combustible usé (264 tonnes), située à 30m de hauteur dans le bâtiment du réacteur n°4, menace de s'effondrer en cas de nouveau séisme. Ce qui pourrait entraîner une réaction en chaîne émettant des matières radioactives « équivalent à 5000 bombes de Hiroshima », d'après le physicien nucléaire Hiroaki Koidé(1). Les réacteurs et les piscines de combustible doivent être refroidis en permanence, mais les équipements dédiés ont prouvé leur vulnérabilité : le 18 mars, une panne de courant a frappé l'ensemble du site, qui a été privé d'alimentation électrique pendant 29 heures. À l'origine, un faux contact probablement causé par ... un rat ! Quant aux réservoirs contenant de l'eau contaminée, ils sont presque pleins (220 000 tonnes au début de janvier 2013), tandis que des fuites continuent à répandre de l'eau contaminée du site vers la mer et le sous-sol. Par ailleurs, 3 000 personnes interviennent chaque jour dans la centrale, mais le niveau extrêmement élevé de radioactivité complique leur travail. Et les règles de sécurité ne sont pas respectées : insuffisance des contrôles sur les doses absorbées, manque de matériel et de formation à la radioprotection notamment pour les sous-traitants, cas avérés de dissimulation d'irradiation... On craint donc non seulement l'irradiation à haute dose d'un grand nombre de travailleurs mais aussi l'épuisement de la main-d'oeuvre : en novembre 2012, TEPCO a reconnu que parmi les 24 000 personnes inscrites sur la liste des travailleurs du site, 16 000 étaient déjà parties, soit qu'elles avaient atteint la dose limite autorisée, soit parce que les conditions de travail étaient trop dures.

Politique du déni de la part des autorités

D'autre part, 160 000 réfugié-es des zones d'évacuation forcée vivent toujours un sort dramatique. La contamination durable de l'environnement et des aliments constitue le problème majeur de cette catastrophe nucléaire, car la radioactivité est invisible et n'a pas d'odeur. Or, TEPCO et les autorités ont cherché, dès le début de l'accident, à minimiser voire à nier les dangers de l'exposition aux radiations. Depuis avril 2011, les autorités ont relevé la norme de l'irradiation externe à 20 millisieverts par an (soit la dose maximale annuelle pour les travailleurs du nucléaire), si bien que des centaines de milliers d'habitant-es, de la préfecture de Fukushima et d'autres préfectures, continuent à vivre dans des zones où le niveau de radioactivité est bien plus élevé que la norme internationale (1mSv/an). Les autorités nationales et locales ainsi que des « spécialistes » pro-nucléaires ont propagé un discours rassurant sur les conséquences sanitaires jugées sans risque. Cette propagande, relayée par les grands médias, avait pour but d'éviter l'évacuation d'un trop grand nombre d'habitant-es. Alors que l'inefficacité des travaux de décontamination, mal conçus et bâclés, s'affiche au grand jour, cette politique du déni doit permettre au nom de la « reconstruction » de faire revenir les habitant-es évacués-es.

Familles et communautés locales face au risque sanitaire

Néanmoins, beaucoup de gens vivent dans la crainte de conséquences sanitaires graves, notamment pour les enfants. Les examens de thyroïde effectués sur près de 100 000 mineurs dans la préfecture de Fukushima montrent déjà que 40 % d'entre eux présentent une anomalie. Parmi le groupe de 38 000 enfants ayant été examiné en 2011, 3 cas de cancer de la thyroïde ont été avérés (et opérés), tandis que 7 cas font l'objet de forts soupçons. Des pathologies diverses sont signalées, mais il est impossible d'établir le lien avec l'irradiation, faute d'études épidémiologiques systématiques et indépendantes. Confrontés à ce refus de faire évacuer au-delà des zones de 20mSv, beaucoup de parents ont décidé de s'organiser pour protéger les enfants des radiations, comme le réseau Kodomo Fukushima(2), et des centres citoyens de mesure de radioactivité se sont rapidement constitués. Un certain nombre de mères ont décidé de partir s'installer avec leurs enfants dans des régions moins contaminées, ce qui provoque souvent un drame car leurs maris ne peuvent pas ou ne veulent pas quitter leur travail. L'appréciation du danger dû aux radiations est la cause de graves dissensions au sein des familles aussi bien que des communautés locales. Quant au problème de la contamination des aliments, la population doit y faire face quotidiennement, au-delà même de la région de Fukushima, puisqu'aucun système efficace de certification n'est mis en place.

Le refus du nucléaire...

Maintenant que l'incompétence de TEPCO et des autorités japonaises, ainsi que leurs nombreuses dissimulations sur l'accident, ont été révélées, notamment par le rapport d'une commission parlementaire indépendante, la population japonaise ne croit plus à cette prétendue sûreté nucléaire. Et certain-es n'hésitent plus à descendre dans la rue pour réclamer l'arrêt de toutes les centrales. La mobilisation citoyenne a atteint une ampleur inédite (jusqu'à 170 000 personnes) au cours de l'été 2012, lorsque le gouvernement, alors que plus aucun réacteur ne fonctionnait depuis le 5 mai, a voulu imposer le redémarrage des deux réacteurs de la centrale d'Ooi. Et diverses actions se poursuivent, comme le rassemblement hebdomadaire devant le cabinet du Premier ministre ou la vigie, de nuit comme de jour, devant le ministère de l'Économie, ou encore la pétition « Adieu au nucléaire » lancée entre autres par Kenzaburo Oé, le prix Nobel de littérature, qui a recueilli plus de 8,2 millions de signatures(3).

C'est ce refus du nucléaire exprimé par plus de 80 % de la population qui a contraint le précédent gouvernement à annoncer la sortie du nucléaire pour la décennie 2030. Depuis 2011, avec des économies d'électricité efficaces et une légère augmentation des importations de gaz, le Japon, dont 28% de l'électricité était d'origine nucléaire, a pu s'en passer presque entièrement. Et comme chacun le constate, l'économie japonaise ne s'est pas effondrée pour autant.

... orphelin d'un débouché politique

Or, la puissante oligarchie nucléaire japonaise, soutenue par le lobby international (dont l'AIEA), garde le bras long dans les milieux politico-administratifs, économiques et médiatiques. Lors des élections législatives en décembre dernier où la question du nucléaire a été écartée de l'enjeu électoral, l'opinion antinucléaire n'a pas pu trouver un débouché politique. Le système électoral aidant, le PLD, le parti qui avait introduit et promu le nucléaire au Japon, a obtenu la majorité absolue. Le nouveau gouvernement du Premier ministre Abé a d'emblée remis en cause le « nucléaire zéro » et envisage la relance de la filière nucléaire. Les difficultés des victimes de Fukushima à faire entendre leurs revendications risquent d'augmenter dans une société malmenée où domine de plus en plus l'envie

de retourner à une vie « ordinaire » qui incite les citoyen-nes à l'oubli et au déni d'une réalité trop douloureuse. Il est donc plus que nécessaire de ne pas oublier Fukushima. C'est pour affirmer l'actualité de cette catastrophe toujours en cours que des associations, des scientifiques, des médecins, des journalistes indépendants et des citoyens, au Japon et dans le monde, continuent à se mobiliser en réclamant le droit à l'évacuation des habitant-es qui vivent dans les zones contaminées. C'est pour ne pas oublier Fukushima qu'ils jugent impératif d'empêcher le redémarrage des centrales et urgent de faire traduire en justice les responsables de cet accident qui n'a rien de naturel mais qui est hélas humain, trop humain. En dépit du consensus international qui voudrait tourner la page, la catastrophe n'en est encore qu'à son commencement. Il dépend de nous que le sort des enfants de Tchernobyl ne se répète pas à Fukushima. ĩ

Yûki Takahata, pour Yosomono-net.

9 mars 2013.

- 1) <http://groupes.sortirdunucleaire.or...>
- 2) http://kodomofukushima.net/?page_id=257
- 3) <http://sayonara-nukes.org/english/>